

6 Économie

Mines

Le gouvernement favorable à la poursuite du gisement de Maboumine

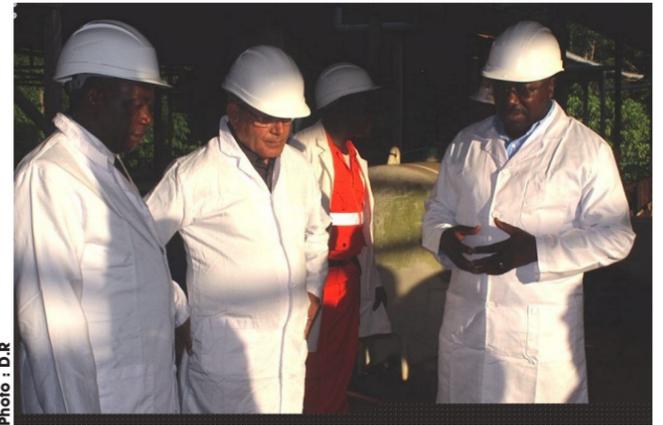
W.N
Libreville/Gabon

LE complexe de Maboumine, situé à 42 km de Lambaréné, chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué, a reçu, le 24 octobre 2015, une importante délégation du ministère des Mines et de l'Industrie, conduite par le patron de ce département, Martial-Ruffin Moussavou. Celui-ci est allé s'enquérir de l'évolution du projet du gisement polymétallique de Maboumine, développé par le groupe Eramet. Ce chantier connaît quelques soubresauts depuis un moment, notam-

ment depuis l'annonce du désistement du groupe minier français. En attendant de reprendre langue avec le partenaire, Martial-Ruffin Moussavou, lors de sa visite du site, a indiqué que le gisement de Maboumine est très important et fiable pour le domaine minier gabonais. En effet, le gisement de Maboumine est considéré comme un véritable scandale géologique, eu égard à la présence de plus d'une vingtaine d'éléments de valeur tels que le niobium, les terres rares, l'uranium, le titane, le tantale et le scandium, entre autres. Ces éléments, pour la plupart, sont hautement stratégiques, en raison de

leur importance économique, de leur offre limitée et de leurs domaines d'application en pleine croissance. C'est donc convaincu de la place de ce gisement dans l'économie nationale que le ministre des Mines et de l'Industrie a, au nom du gouvernement, donné son quitus pour la poursuite des études de développement de Maboumine. Toute chose de nature à rassurer les dirigeants d'Eramet, quant à la détermination des autorités gabonaises d'augmenter la cadence des activités minières et industrielles réalisées sur le territoire national. L'activité principale de Maboumine est la recherche,

puis l'analyse et la valorisation des ressources minérales que compte ce gisement. La présence d'échantillons de carottes sur le site démontre à suffisance qu'une étape primordiale a été franchie dans la mise en valeur des nombreuses ressources. Aujourd'hui, l'activité en termes d'échantillonnage a permis d'apprécier la teneur des minerais. La phase de recherche a franchi un cap, passant ainsi à celle de développement qui est cruciale pour l'exploitation de la mine, car elle intègre les aspects liés à la technique, à la technologie et à l'économicité. Dans ce sens, Martial-Ruffin Moussavou a clarifié un



Le ministre des Mines et de l'Industrie, Ruffin Martial Moussavou lors de sa visite à Maboumine.

certain nombre d'aspects relatifs à la mine de Maboumine. Edifiant ses hôtes sur des questions relevant de la géophysique. D'ailleurs, au cours de la séance

de travail prévue avec Eramet dans un proche avenir, des discussions concernant le développement de ce gisement seront approfondies.

Conjoncture 1er semestre 2015

Chute de 84 % des investissements chinois en Afrique

MSM
Libreville/Gabon

LES investissements directs chinois en Afrique ont été établis à 568 millions de dollars au premier semestre 2015, en baisse de 84% par rapport à la même période de 2014, selon des données publiées par le Financial Times et rapportées par l'Agence Ecofin. Contrairement à l'année écoulée, les investissements réalisés par les entreprises chinoises sur le continent entre janvier et juin de l'année en cours ont concerné essentiellement les secteurs des matières premières, ajoute-t-on de même source. Les investissements dans les industries extractives ont en effet doublé, passant de 141,4 millions de dollars au premier semestre 2014 à 288,9 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2015. Les investissements directs chinois en Afrique ont culminé à 11,7 milliards de dollars en 2008, avant de retomber à une moyenne de 1,5 milliard de dollars par année au cours des cinq années suivantes.



Les investissements chinois en Afrique ont chuté de 84% au 1er semestre 2015. Vue des immeubles de la Silicon valley de Guizhou.



Le ralentissement de la croissance en Chine a eu un impact sur ses investissements en Afrique.

Une nouvelle hausse de ces investissements a été cependant enregistrée l'année dernière. Certains experts redoutent désormais une réduction de l'intérêt des investisseurs chinois pour le secteur des matières premières en Afrique et plus largement pour le continent, en raison de la bulle immobilière perceptible en Chine. Plus optimistes, d'autres

voient des opportunités dans le recentrage de l'économie chinoise sur le marché domestique. «La Chine va maintenant relancer la demande interne, d'une manière ou d'une autre. Si tel est le cas, la demande des ressources naturelles pourrait augmenter, au moins en volume», estime Mario Pezzini, directeur du Centre de développement de l'OCDE. Selon les experts, les ten-

dances démographiques en Afrique contribueront par ailleurs à booster la demande interne. Au cours des 35 prochaines années, la population africaine est en effet appelée à doubler, pour atteindre 2 milliards d'habitants, ce qui fera du secteur de l'immobilier un grand débouché pour la production de matières premières préalablement destinée à la Chine.

Conférence économique africaine 2015

Les décideurs africains en conclave à Kinshasa

MSM
Libreville/Gabon

LA 10e édition de la Conférence économique africaine, placée sous le thème "la Lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le Programme de développement pour l'après-2015" réunit, du 2 au 4 novembre 2015, à Kinshasa (en République démocratique du Congo), décideurs, praticiens du développement et

chercheurs, pour discuter de politiques visant à éliminer la pauvreté et affronter les inégalités en Afrique, dans le cadre des nouveaux objectifs universels de lutte contre la pauvreté. Cette conférence annuelle, organisée par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des

Nations unies pour l'Afrique (UNECA), constitue un forum permettant d'explorer les cadres politiques, institutionnels et financiers nécessaires pour activer le développement équitable, inclusif et environnemental durable pour l'Afrique. Elle se tient au lendemain de l'adoption, par les dirigeants du monde, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à New York, en septembre dernier.



DIRECTION GENERALE

COMMUNIQUE

Prévention des Risques Professionnels dans la province de l'Estuaire

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe les entreprises du secteur privé, public et assimilés exerçant dans la province de l'Estuaire, qu'une mission constituée de techniciens en Prévention des Risques Professionnels séjournera dans la province du **05 au 30 novembre 2015**.

Elle procédera aux visites d'entreprises dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation sur l'installation des Comités de Sécurité et Santé au Travail (CSST).

En conséquence, la CNSS souhaite la parfaite collaboration des chefs d'entreprise pour le bon déroulement de cette mission, conformément aux Lois et Règles en vigueur en République Gabonaise.

Fait à Libreville, le 26 octobre 2015



Dr. Désiré LASSEGUE



composez le **1432**

